

# opinions

## LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

### Coronavirus : le pangolin n'y est pour rien

C'est parce que l'humain détruit les zones d'habitation des animaux sauvages que les virus se répandent, mutent, puis deviennent meurtriers, rappelle Inès Leonarduzzi.

**MODE DE VIE** « On a connu Ebola, Zika, le SRAS, la grippe aviaire, Marburg, ou encore Nipah. Et la tendance va se poursuivre, de manière exponentielle. Il s'agit d'une dynamique systémique, induite par nos modes de vie. On connaît aujourd'hui les liens de causalité entre la source du virus Ebola et la déforestation massive : le virus était apparu chez les chauves-souris d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale ; des zones forestières ravagées. Les animaux sauvages n'y sont pour rien. C'est en fait tout notre mode de fonctionnement qu'il faut mettre à jour. »

**BARRIÈRE D'ESPÈCE** « Le coronavirus est le résultat d'un phénomène naturel : la mutation de micro-organismes, animaux inoffensifs présents chez des animaux sauvages en agents pathogènes humains. [...] Dans un environnement modifié, ceux-ci mutent, s'adaptent, afin de survivre, jusqu'à devenir des agents pathogènes, parfois mortels. On appelle ce phénomène le "passage de la barrière d'espèce". Dans ce cas précis, le pangolin est soupçonné par certains chercheurs d'avoir été un des éléments dans la transmission du coronavirus vers l'humain. »

**DÉVELOPPEMENT DURABLE** « Nous tendons à dominer la nature. Nous pouvons réinventer notre façon d'être au monde [...]. Le développement durable, outre la préservation des ressources naturelles, c'est aussi la préservation des femmes et des hommes. Mais le développement durable, c'est aussi l'affaire de tous, sinon il n'est rien. [...] Le confinement est une mesure de survie, l'apprentissage de l'environnement, une mesure de préservation. Préservons-nous. »

**Lire l'intégralité sur Le Cercle**  
lesechos.fr/idees-debats/cercle

## DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

### Une menace pour la forêt en Afrique



● Les parents de Cicéron Nyalowala sont déçus, raconte « The Economist ». Leur fils a préféré suivre des cours de pédagogie à Mbandaka, au cœur de la forêt tropicale en République démocratique du Congo, plutôt que de devenir, comme son père et presque tous ses ancêtres, chasseur de crocodiles. Non seulement la chair de cet animal est très appréciée mais surtout un chasseur gagne mieux sa vie qu'un professeur. Un crocodile se vend pièce pour environ 150 dollars, alors que le salaire mensuel d'un professeur d'école publique est de 170 dollars, et encore quand il est payé. Mais aujourd'hui la chasse aux crocodiles a un important impact environnemental pour la forêt tropicale qui s'étend sur six pays et qui est la seconde après l'Amazonie. Quelque six millions de tonnes de gibier de brousse sont ainsi exportées chaque année du bassin du Congo et le nombre d'animaux tués n'a cessé d'augmenter. Ils sont de plus en plus destinés à la vente sur les marchés, et non plus seulement pour la consommation personnelle et familiale. Un commerce qui a pris une grande part de la forêt.

A Mbandaka sur le marché, on trouve presque de tout, des bonobos aux cobras, aux antilopes et parfois des éléphants, écrit l'hebdomadaire. Les risques pris par les chasseurs sont en outre de plus en plus élevés car le nombre de crocodiles nains a fortement diminué. Ce qui les oblige à chasser le crocodile du Nil qui fait parfois six mètres de long et qui est une espèce très dangereuse pour l'être humain, estime le journal.

« Ne traite pas le crocodile de sale gueule, avant d'être sorti du marigot ». Un proverbe africain ou une citation de l'écrivain Alexandre Vialatte ? Une phrase à méditer à l'heure du confinement face à la pandémie de Covid-19. — J. H.-R.



Aujourd'hui, on dirait que Pandora a de nouveau ouvert sa boîte. Le travail, qui structure nos sociétés depuis des millénaires, est à son tour gagné par un mal étrange

# Le virus ouvre la boîte de Pandora du travail

En France plus qu'ailleurs, la crise sanitaire bouscule le monde du travail. Le dialogue social est plus que jamais nécessaire, mais le mal va bien au-delà.

## LA CHRONIQUE de Jean-Marc Vittori



Pandore n'aurait jamais dû ouvrir la boîte que lui avait donnée Zeus. Quand elle en souleva le couvercle, tous les maux de la terre s'en échappèrent, à commencer par la vieillesse et les maladies qui « se plaisent à tourmenter les mortels nuit et jour », selon le poète Hésiode. Les hommes durent même se mettre à travailler (comme dans la Genèse après la pomme funestement croquée par Ève).

Aujourd'hui, on dirait que Pandora a de nouveau ouvert sa boîte. En sortit d'abord une maladie qui adore s'attaquer à la vieillesse. Puis, comme la fois précédente, la folie, et peut-être demain la misère et la famine. Quant au travail, devenu au fil des millénaires le cœur de la société, il fut à son tour bousculé par un mal étrange.

C'est en France que ce fléau est le plus apparent. En Chine, où la maladie lâchée par Pandora fit son apparition, des autorités très autoritaires décidèrent tout bonnement d'arrêter le travail partout où elles l'estimèrent nécessaire pour endiguer l'épidémie. En Italie, premier pays européen rongé par la maladie, des autorités plus insouciantes laissèrent le travail en relative liberté, mais le virus en profita tellement qu'elles se rallièrent brutalement au modèle chinois. En France, c'est différent : le travail est rejeté.

### Gradés et piétaille

Le point de départ est la défiance qui imprègne le pays depuis maintenant plusieurs décennies. Défiance vis-à-vis de l'autre, du marché, de l'avenir – 80 % des Français estiment ainsi que leurs enfants vivront moins bien qu'eux, proportion la plus forte parmi les habitants de 28 pays sondés par le Pew Research Center. Dans une crise de santé comme il en arrive une fois par siècle, les Français réagissent au-delà de la peur logiquement engendrée par l'épidémie. Beaucoup d'entre eux remettent en cause la perspective même d'aller tra-

vailer. Cette remise en cause renvoie à une imagerie guerrière opposant les gradés planqués à la piétaille envoyée au casse-pipe, avec cette fois-ci les cadres télétravailleurs et les employés sur le front du contact. Elle est aussi alimentée par un jeu social français désastreux.

L'exemple vient d'abord du gouvernement. Son petit bijou qu'est la fameuse « attestation de déplacement », remplie chaque jour par des millions de Français pour sortir de chez eux, délivre un message clair : le travail est a priori interdit dès lors qu'il ne peut pas être fait à la maison. Le fou qui aurait l'envie d'aller sur place réalise un « déplace-

**Dans le classement de la compétitivité mondiale, la France est au 12<sup>e</sup> rang pour les droits des salariés, mais au 92<sup>e</sup> pour la coopération dans les relations salariés-employeurs.**

ment dérogatoire » requérant un « justificatif permanent ». Pour compléter le tableau, de brillants bureaucrates ont exigé (avant de se calmer) que ce justificatif soit renouvelé chaque jour, créant des casse-tête ubuesques pour les chauffeurs routiers.

### Le choc défiance – crise sanitaire

Et avant l'épidémie, les pouvoirs publics n'ont pas toujours donné l'impression de placer la santé au premier plan, au travail ou ailleurs. En France, aucune entreprise n'a été condamnée pour les maladies de ses ouvriers provoquées par l'amiante, pourtant identifiée comme une cause de cancers depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Et sans remonter jusqu'au scandale du sang contaminé, il a fallu l'acharnement sans faille d'une pneumologue, Irène Frachon, pour que le médicament Mediator soit retiré de la circulation après avoir provoqué de nombreux décès.

Dans les entreprises, la défiance entre aussi en collision avec la crise sanitaire. Certes, 57 % des Français font confiance à leur employeur pour agir de manière efficace et responsable face

au coronavirus, selon un sondage pour l'agence Edelman réalisé début mars (5 % de moins tout de même que la moyenne observée dans 10 pays). Sur le terrain, c'est cependant beaucoup plus compliqué, comme on l'a vu dans le commerce, le transport, le bâtiment.

### Réorganiser au cas par cas

Dans une note consacrée aux entreprises face au virus, les experts de l'OCDE, le club de réflexion économique des pays avancés, estiment logiquement que la priorité est de « réduire l'exposition des travailleurs au virus du Covid-19 ». Au-delà du télétravail, l'OCDE recommande aux employeurs de « réorganiser le travail pour limiter les contacts interpersonnels ». Le président français Emmanuel Macron ne dit pas autre chose quand il affirme qu'il « faut prendre le temps d'organiser les choses et regarder ce qui est adaptable ».

Cette organisation ne peut pas être décrétée d'en haut. Elle doit se faire au cas par cas, établissement par établissement, entre employeurs et employés. Une démarche éloignée des habitudes françaises, malgré une indéniable amélioration depuis une décennie. Dans le classement de la compétitivité mondiale, la France est au 12<sup>e</sup> rang pour les droits des salariés, mais au 92<sup>e</sup> pour la coopération dans les relations salariés-employeurs.

Syndicats et patronat sont désormais conscients de cette faiblesse. Ces derniers jours, les leaders de la CFDT en particulier ont insisté sur la nécessité de ce dialogue nécessaire. Mais il faudra du temps pour dissiper la défiance. Et éviter des polémiques comme celle sur les congés payés, qui paraîtra dérisoire quand l'ampleur des dégâts économiques deviendra tangible.

Le mal va bien au-delà. Les salariés qui se sentent en péril face au virus se demandent si le jeu en vaut la chandelle. Nombre de salariés confinés s'interrogent sur l'utilité de leur travail, en écho aux réflexions agaçantes mais aussi parfois pénétrantes de l'anthropologue David Graeber dans son livre « Bullshit Jobs ». En établissant la liste des salariés à mettre en chômage partiel, les employeurs se posent aussi des questions. Quand Pandora laissera finalement l'espérance sortir de sa boîte, comme la dernière fois, il faudra réinventer tout le travail. ■

## LE LIVRE DU JOUR

### Machines de paix

**LE PROPOS** Du pilotage des drones aux « robots tueurs », l'intelligence artificielle est de plus en plus vue comme une arme de guerre. Elle peut au contraire constituer un formidable outil pour que l'humanité arrive – enfin – à une paix mondiale, affirme Timo Honkela. Parce qu'elles ne « pensent » pas comme les humains, les machines peuvent nous aider à mieux comprendre les ressorts de la soif d'argent, de pouvoir ou de l'ambition, à résoudre des problèmes complexes sans succomber aux antagonistes simplistes, et à limiter les effets de nos émotions sur la prise de décision.

**L'AUTEUR** Spécialiste du traitement du langage naturel et de la modélisation cognitive, Timo Honkela est directeur de recherches au département des humanités numériques de l'Université d'Helsinki.

**L'INTÉRÊT** « Les robots, les hommes et la paix » est à la fois très personnel et terriblement ambitieux. L'auteur puise dans sa vie et dans son (immense) savoir académique pour imaginer à quoi pourraient ressembler des



### Les Robots, les Hommes et la Paix

par Timo Honkela, Editions Saint-Simon, 288 pages, 19,90 euros.

« machines de paix », capables de négocier à notre place pour éviter les conflits. A l'arrivée, une vision forcément utopique, mais porteuse d'un espoir nécessaire.

**LA CITATION** « Les "Machines à faire la paix" seront, prises séparément, des logiciels installés dans des téléphones, des ordinateurs portables et des serveurs informatiques, et j'ai l'espoir qu'on les compte par milliards à l'avenir. Le chemin à parcourir sera long, mais faisable. » — Benoît Georges